

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 922

[2009/201064]

**12 FEVRIER 2009.** — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 8, 9 et 14, § 2;

Vu l'avis n° 43.798/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 janvier 2008 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau et/ou de traitement inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup>/jour ou approvisionnant moins de 50 personnes, lorsque la fourniture ne s'effectue pas dans le cadre d'une activité commerciale, touristique ou publique et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau et/ou de traitement inférieure ou égale à 10 m<sup>3</sup>/jour et 3000 m<sup>3</sup>/an visées aux rubriques 41.00.02.03 et 41.00.03.01 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 2.** Pour l'application des présentes prescriptions, on entend par :

1<sup>o</sup> prise d'eau : l'opération de prélèvement d'eau souterraine;

2<sup>o</sup> zone de prise d'eau : telle que définie aux articles D. 2, 93<sup>o</sup> et R. 154 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau;

3<sup>o</sup> ouvrage de prise d'eau : tous les puits, captages, drainages et, en général, tous les ouvrages et les installations ayant pour objectif ou pour effet d'opérer une prise d'eau y compris les captages de sources à l'émergence;

4<sup>o</sup> installation de surface : la partie de l'ouvrage de prise d'eau située en surface ainsi que le bâtiment le protégeant, y compris les systèmes d'aération et les regards de contrôle;

5<sup>o</sup> Administration : le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

6<sup>o</sup> eau souterraine : toute eau qui se trouve sous la surface du sol, dans la zone de saturation, en contact direct avec le sol ou le sous-sol. L'eau de source à l'émergence est une eau souterraine;

7<sup>o</sup> établissement existant : l'établissement exploité avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

**Art. 3.** L'ouvrage de prise d'eau et les installations de surface sont réalisés et aménagés de manière à éviter toute contamination de la nappe d'eau souterraine et de l'eau prélevée.

**Art. 4.** Lorsque l'ouvrage de prise d'eau consiste en un puits, son accès est défendu à toute personne non autorisée par l'exploitant au moyen d'un dispositif étanche comportant un couvercle ou une porte muni d'un système de fermeture à clef.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. L'ouvrage de prise d'eau est muni d'un compteur volumétrique destiné à contrôler le volume d'eau prélevée.

Lorsque les prises d'eau sont équipées d'un réservoir, le dispositif de comptage du volume d'eau prélevée peut être installé à la sortie de celui-ci.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le placement d'un compteur d'eau sur l'ouvrage de prise d'eau n'est pas obligatoire lorsque ledit ouvrage alimente exclusivement un ménage pour des usages domestiques (consommation alimentaire, sanitaires, cuisine, lessive, nettoyage) ou/et pour l'arrosage du jardin.

§ 3. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, le placement d'un compteur d'eau sur l'ouvrage de prise d'eau n'est pas obligatoire lorsque le dispositif d'alimentation en eau n'est pas équipé d'une pompe à moteur.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

**Art. 6.** La zone de prise d'eau est aménagée de manière à ce que les eaux de ruissellement provenant de la zone elle-même puissent s'en échapper et que les eaux de toute nature provenant de l'extérieur de la zone ne puissent y pénétrer ni s'accumuler à sa périphérie.

**Art. 7.** Lorsque la zone de prise d'eau est accessible à des personnes étrangères à l'exploitation de la prise d'eau, un panneau conforme au modèle visé à l'annexe I<sup>re</sup> est apposé de manière à être visible depuis tous les accès à la zone de prise d'eau.

**Art. 8.** Sont interdites dans la zone de prise d'eau, toute activité et installation autres que celles nécessaires à l'usage de la prise d'eau.

**Art. 9.** Lorsque le puits dont l'exploitation est définitivement abandonnée, n'est pas mis à la disposition de la Région wallonne pour servir à des contrôles piézométriques et /ou qualitatifs, il est remblayé aux frais de l'exploitant selon les prescriptions visées à l'annexe II.

CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents*

**Art. 10.** Toute pollution constatée par l'exploitant ou portée à sa connaissance, atteignant ou risquant d'atteindre l'ouvrage de prise d'eau, ou toute altération significative et brutale de la qualité de l'eau prélevée est immédiatement signalée à l'Administration.

CHAPITRE V. — *Contrôle et surveillance*

**Art. 11.** L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance l'attestation de conformité et d'étalonnage du compteur d'eau installé conformément aux dispositions de l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 12.** L'exploitant de la prise d'eau est tenu de déclarer annuellement et au plus tard pour le 31 mars le volume d'eau prélevé au cours de l'année précédente à l'Administration.

Un formulaire à compléter lui est préalablement envoyé par l'Administration.

**Art. 13.** Lorsque la prise d'eau est destinée à la consommation humaine, l'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les résultats de la dernière analyse d'eau réalisée par un laboratoire agréé en application de l'article D.147 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement en vue de réaliser des analyses officielles dans le domaine de la protection des eaux de surface contre la pollution, ainsi que dans celui de la protection et de l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables.

Cette analyse comprend au moins les paramètres pH, conductivité, nitrates, nitrites, ammonium, bactéries coliformes, *Escherichia coli* et Entérocoques.

CHAPITRE VI. — *Documents à joindre à la déclaration*

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. L'annexe 3 dûment complétée est jointe au formulaire de déclaration de prise d'eau.

§ 2. Est également joint au formulaire de déclaration de prise d'eau un plan à l'échelle maximale 1/100<sup>e</sup> ou une échelle plus petite pour autant que le document soit lisible et indiquant l'emplacement de l'ouvrage par rapport aux bâtiments, voiries, cours d'eau et autres installations existants à proximité.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 15.** Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les articles 4, 5, 7, 11 et 13 s'appliquent aux établissements existants au plus tard un an après l'entrée en vigueur dudit arrêté.

**Art. 16.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 février 2009.


Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

**ANNEXE I**

Minimum 0,5 m

Minimum 0,5 m

<b>ZONE REGLEMENTEE</b>
<u>ZONE DE PRISE D'EAU SOUTERRAINE</u>  <u>RÉGION WALLONNE</u>
Nom de l'exploitant : Tél.:
<b>EN CAS D'ACCIDENT, PREVENIR :</b>
<b>EN CAS D'ACCIDENT, PREVENIR :</b>  4. L'EXPLOITANT (en tant que responsable) 5. LA REGION WALLONNE – S.O.S. Pollution – 070/23.30.01 6. LA PROTECTION CIVILE – SERVICE 100 4. NUMERO D'APPEL D'URGENCE UNIQUE EUROPEEN – 112

Vu pour être annexé au projet d'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

## ANNEXE 2 : REMBLAYAGE D'UN PUIITS

Le comblement d'un puits est effectué dans les règles de l'art suivant les techniques appropriées garantissant l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine traversées et l'absence de transfert de pollution.

La méthode recommandée consiste à injecter sous pression du béton maigre à partir de la base de l'ouvrage de prise d'eau en remontant jusqu'à proximité du sol de manière à assurer une parfaite homogénéité de la cimentation.

Toutefois, lorsque l'on constate un risque d'introduction du ciment dans l'aquifère, notamment si les crépines sont endommagées et que l'aquifère comporte des fissures importantes, le remblai est effectué au moyen de gravier propre et siliceux de diamètre approprié au diamètre du puits jusqu'au dessus du niveau de l'eau.

Au-dessus de ce niveau, le puits est rempli d'un mètre minimum d'argile gonflante ou d'un coulis de ciment pur, surmonté jusqu'à proximité du sol d'un des matériaux suivants :

- 1° sable ou gravier de diamètre adapté au diamètre du puits;
- 2° argile gonflante;
- 3° coulis de ciment pur;
- 4° béton ou mortier fluide;
- 5° remblais inertes non terreux et non schisteux de diamètre adapté au diamètre du puits.

L'obturation finale est constituée d'une dalle en béton armé coulée sur place, de 0,20 m d'épaisseur minimum, centrée sur le puits et de dimension suffisante pour couvrir ce dernier avec un débordement périphérique d'un mètre minimum. L'armature est calculée de manière à ce que la dalle demeure intacte dans les conditions locales d'utilisation du site. Les équipements du puits sont coupés à un niveau tel qu'ils soient noyés dans la dalle à 10 centimètres minimum sous la surface de celle-ci. Lorsqu'une construction est prévue sur le puits remblayé, la dalle obturant le puits sera enterrée et désolidarisée de celle-ci. Lorsque le terrain est rendu aux cultures, ce dispositif est enterré à un mètre de profondeur puis recouvert de terre arable.

Vu pour être annexé au projet d'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ANNEXE 3 : RENSEIGNEMENTS A FOURNIR

Type d'ouvrage :

- Puits foré
- Puits traditionnel
- Drain
- Galerie
- Source à l'émergence
- Autre à définir : .....

Dénomination de la prise d'eau :

.....

Date de réalisation de l'ouvrage de prise d'eau (même approximative) :

.....

Dimensions de l'ouvrage (joindre si possible une coupe de l'ouvrage de prise d'eau) :

Profondeur : .....

Diamètre intérieur : .....

Autres dimensions : .....

Description des aménagements de protection de l'ouvrage :

—

—

—

—

Dispositif de prélèvement :

L'ouvrage est-il équipé d'une pompe à moteur ?

Oui Non

Si oui : - pompe immergée :

- pompe de surface :

Compteur :

Un compteur volumétrique est-il installé ?

Oui Non

Si oui : - n° du compteur : .....

- modèle (marque, ...) : .....

Usage de l'eau :

- Domestique et sanitaire
- Consommation humaine
- Agriculture, Horticulture, Arboriculture...
- Elevage
- Alimentation d'étang, de piscine privée, de fontaine

Autre à définir : .....

Vu pour être annexé au projet d'arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines potabilisables ou destinées à la consommation humaine et aux installations pour la ou les prise(s) d'eau et/ou le traitement des eaux souterraines non potabilisables et non destinées à la consommation humaine.

Namur, le 12 février 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 922

[2009/201064]

#### 12. FEBRUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der integralen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 8, 9 und 14, § 2;

Aufgrund des am 14. Januar 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 43.798/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Anwendungsbereich und Definitionen

**Artikel 1** - Die vorliegenden integralen Bedingungen sind auf folgende Anlagen anwendbar: Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser mit einer Entnahme- und/oder Behandlungskapazität bis höchstens 10 m<sup>3</sup>/Tag oder für die Versorgung von weniger als 50 Personen, wenn die Wasserversorgung nicht im Rahmen einer kommerziellen, touristischen oder öffentlichen Tätigkeit stattfinden, und Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser mit einer Entnahme- und/oder Behandlungskapazität bis höchstens 10 m<sup>3</sup>/Tag und 3000 m<sup>3</sup>/Jahr, im Sinne der Rubriken 41.00.02.03 und 41.00.03.01 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten.

**Art. 2** - Zur Anwendung der vorliegenden Vorschriften gelten folgende Definitionen:

1° Wasserentnahme: der Vorgang zur Entnahme von Grundwasser;

2° Wasserentnahmezone: Zone im Sinne der Artikel D. 2, 93° und R. 154 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

3° Wasserentnahmebauwerk: alle Brunnen, Wasserfassungsstellen, Entwässerungsgräben und allgemein alle Bauwerke und Anlagen, die eine Grundwasserentnahme bezwecken oder verursachen, einschließlich der Fassung von Überlaufquellen;

4° Anlage an der Oberfläche: der Teil des Wasserentnahmebauwerks, der sich an der Erdoberfläche befindet, sowie das Gebäude, durch das es geschützt wird, einschließlich der Lüftungssysteme und der Kontrollöffnungen;

5° Verwaltung: die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

6° Grundwasser: alles unterirdische Wasser in der Sättigungszone, das in unmittelbarer Berührung mit dem Boden oder dem Untergrund steht. Das Quellenwasser an der Austrittsstelle gilt als Grundwasser;

7° bestehender Betrieb: ein Betrieb, der vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses bereits bewirtschaftet ist. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses im kraft Artikel 10, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bestehenden Betrieb gleichgestellt.

KAPITEL II — *Ansiedlung und Bau*

**Art. 3** - Das Wasserentnahmebauwerk und die Anlagen an der Oberfläche werden so durchgeführt und eingerichtet, dass keine Verschmutzung des Grundwassers und des entnommenen Wassers stattfinden kann.

**Art. 4** - Ist das Wasserentnahmebauwerk ein Brunnen, so wird der Zugang zu dem Bauwerk vom Betreiber mittels einer undurchlässigen Vorrichtung, die mit einer verschließbaren Klappe oder Tür versehen ist, Unbefugten untersagt.

**Art. 5** - § 1. Das Wasserentnahmebauwerk ist mit einem Volumenzähler ausgerüstet, um das Volumen des entnommenen Wassers zu prüfen.

Sind die Wasserentnahmen mit einem Behälter ausgestattet, so kann die Vorrichtung zum Zählen des entnommenen Wassers am Ablauf dieses Behälters angebracht werden.

§ 2. In Abweichung von § 1 ist das Anbringen eines Wasserzählers nicht zwingend, wenn das Bauwerk ausschließlich einen Haushalt für häusliche Anwendungen (Nahrungsmittelverbrauch, Sanitäreanlagen, Küche, Wäsche) und/oder die Bewässerung des Gartens versorgt.

§ 3. In Abweichung von § 1 ist das Anbringen eines Wasserzählers nicht zwingend, wenn die Wasserversorgungsvorrichtung nicht mit einer durch einen Motor angetriebenen Pumpe ausgestattet ist.

KAPITEL III — *Betrieb*

**Art. 6** - Die Wasserentnahmezone wird derart gestaltet, dass das Niederschlagswasser, das von der Zone selbst stammt, abfließen und jede Art von Wasser, das von auswärts eindringt, weder in die Zone eindringen, noch sich an ihrer Randzone ansammeln kann.

**Art. 7** - Wenn die Wasserentnahmezone Personen zugänglich ist, die dem Betrieb der Wasserentnahme fremd sind, wird ein Schild, das dem in der Anlage I erwähnten Muster entspricht, so angebracht, dass es von allen Zugängen zur Wasserentnahmezone sichtbar ist.

**Art. 8** - In der Wasserentnahmezone sind alle anderen Aktivitäten und Anlagen untersagt, die nicht für die Bewirtschaftung der Wasserentnahme notwendig sind.

**Art. 9** - Wenn ein Brunnen, dessen Bewirtschaftung vollständig aufgegeben ist, nicht der Wallonischen Region für piezometrische und/oder Qualitätskontrollen zur Verfügung gestellt wird, wird er zu Lasten des Betreibers zugeschüttet, unter Beachtung der in der Anlage II angeführten Vorschriften.

KAPITEL IV — *Unfallverhütung*

**Art. 10** - Jede Verschmutzung, die vom Betreiber festgestellt oder ihm zur Kenntnis gebracht wird, die das Wasserentnahmebauwerk erreicht oder erreichen könnte, oder jede bedeutende und plötzliche Änderung der Qualität des entnommenen Wassers wird sofort der Verwaltung gemeldet.

KAPITEL V — *Kontrolle und Überwachung*

**Art. 11** - Der Betreiber hält dem mit der Überwachung beauftragten Beamten die Konformitäts- und Eichungsbescheinigung des gemäß Artikel 5 § 1 installierten Wasserzählers zur Verfügung.

**Art. 12** - Der Betreiber der Wasserentnahme ist verpflichtet, jedes Jahr, und dies spätestens zum 31. März, das während des vorhergehenden Jahres entnommene Wasservolumen bei der Verwaltung anzugeben.

Ein auszufüllendes Formular wird ihm im Voraus von der Verwaltung zugeschickt.

**Art. 13** - Wenn die Wasserentnahme für den menschlichen Gebrauch bestimmt ist, hält der Betreiber die Ergebnisse der letzten Wasseranalyse zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten. Diese Wasseranalyse muss von einem Labor durchgeführt worden sein, das in Anwendung von Artikel D.147 des Buches I des Umweltgesetzbuches zugelassen ist, um offizielle Analysen im Bereich des Schutzes des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung sowie des Schutzes und der Bewirtschaftung von Grundwasser und aufbereitem Wasser durchzuführen.

Diese Analyse betrifft wenigstens die folgenden Parameter: pH, Leitfähigkeit, Nitrate, Nitrite, Ammonium, koliforme Bakterien, *Escherichia coli* und Enterokokken.

KAPITEL VI — *Der Angabe beizufügende Unterlagen*

**Art. 14** - § 1. Dem Formular zur Angabe der Wasserentnahme wird die ordnungsgemäß ausgefüllte Anlage 3 beigelegt.

§ 2. Dem Formular zur Angabe der Wasserentnahme wird ebenfalls ein Plan im maximalen Maßstab 1/100 oder in einem kleineren Maßstab beigelegt; auf jeden Fall muss dieses Dokument lesbar sein und den Standort des Bauwerks im Verhältnis zu den Gebäuden, Straßen, Wasserläufen und sonstigen naheliegenden Anlagen angeben.

KAPITEL VII — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 15** - Der vorliegende Erlass findet ab seinem Inkrafttreten auf die bestehenden Betriebe Anwendung.

In Abweichung von Absatz 1 sind die Artikel 4, 5, 7, 11 und 13 spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

**Art. 16** - Der für die Umwelt zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

**ANLAGE I**

Minimum 0,5 m

**SPERRGEBIET****GRUNDWASSERENTNAHMEZONE****RÉGION WALLONNE**

Name des Betreibers:

Tel.:

**BEI UNFALL BITTE BENACHRICHTIGEN:****BEI UNFALL SIND FOLGENDE PERSONEN / STELLEN ZU INFORMIEREN:**

4. DER BETREIBER (als verantwortliche Person)
5. DIE WALLONISCHE REGION – S.O.S. Pollution – 070/23.30.01
6. DER ZIVILSCHUTZ – DIENST 100
4. EUROPÄISCHE NOTRUFNUMMER – 112

Minimum 0,5 m

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der integralen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

## ANLAGE 2 — ZUSCHÜTTEN VON BRUNNEN

Brunnen sind fachgerecht zuzuschütten, unter Anwendung geeigneter technischer Verfahren, durch die gesichert wird, dass kein Wasser zwischen den verschiedenen durchbohrten Grundwasservorkommen fließen und sich keine Verschmutzung ausbreiten kann.

Die empfohlene Methode besteht darin, den Brunnen mit Magerbeton unter Druck aufzufüllen, von der Basis des Brunnens aus bis fast auf Bodenhöhe, um eine einwandfreie Homogenität der Zementierung zu erreichen.

Wenn man jedoch eine Gefahr der Einführung von Zement in den Grundwasserleiter erkennt, insbesondere wenn die Brunnenfilter beschädigt sind und der Grundwasserleiter größere Risse aufweist, ist der Brunnen bis über den Wasserpegel mit sauberem Quarzkies zuzuschütten, dessen Durchmesser dem Brunnendurchmesser angepasst ist.

Oberhalb dieses Pegels wird der Brunnen mit mindest 1 m Blähton oder reinem dünnflüssigem Zement gefüllt; über diese Schicht und bis zur Bodennähe kommt dann eines der folgenden Materialien:

1° Sand oder Kies mit einem dem Durchmesser des Brunnens angepassten Durchmesser;

2° Blähton;

3° reiner dünnflüssiger Zement;

4° flüssiger Beton oder Mörtel;

5° Inertes, erd- und schieferfreies Füllmaterial mit einem dem Durchmesser des Brunnens angepassten Durchmesser.

Schließlich wird der Brunnen mit einer mindestens 0,20 m starken, vor Ort gegossenen Stahlbetonplatte verschlossen; diese wird auf dem Brunnen zentrisch angebracht und muss so bemessen sind, dass über den ganzen Umkreis des Brunnens eine Kante von mindestens 1 m zustande kommt. Die Armierung muss gewährleisten, dass die Platte unter den lokalen Benutzungsbedingungen des Standorts intakt bleibt. Die Gerätschaften und Ausstattungen des Brunnens werden so abgeschnitten, dass sie in der Betonplatte und mindestens 10 cm von der Oberkante der Platte eingegossen werden. Wird auf dem zugeschütteten Brunnen ein Bau geplant, wird die Platte, die den Brunnen deckt, eingegraben und vom Bau getrennt. Wird das Gelände wieder landwirtschaftlich angebaut, so wird diese Vorrichtung ein Meter tief begraben und mit Ackererde bedeckt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der integralen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitablem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitablem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,

R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

## ANLAGE 3 — ERFORDERLICHE ANGABEN

Art des Bauwerks:

- Bohrbrunnen
- Traditioneller Brunnen
- Drän
- Galerie
- Quellenaustritt
- Sonstige Anlage (bitte beschreiben):

.....

Bezeichnung der Wasserentnahme:

.....

Datum der Ausführung des Wasserentnahmebauwerks (auch wenn nur ungefähr):

.....

Abmessungen des Bauwerks (wenn möglich eine Schnittzeichnung des Wasserentnahmebauwerks beifügen):

Tiefe: .....

Innendurchmesser: .....

Sonstige Abmessungen: .....

Beschreibung der Einrichtungen zum Schutz des Bauwerks:

—

—

—

—

Wasserentnahmevorrichtung:

Ist das Bauwerk mit einer Motorpumpe ausgerüstet?

Ja    Nein

Wenn JA: - Tauchpumpe:

- Oberflächenpumpe:



Zähler:

Ist ein Volumenzähler vorhanden?

Ja    Nein

Wenn JA: - Nr. des Zählers: .....

- Modell (Marke, ...): .....

Benutzung des Wassers:

- Häuslich - Sanitäranlagen
- Menschlicher Gebrauch
- Landwirtschaft, Gartenbau, Baumzucht...
- Tierhaltung
- Versorgung von Teich, Privatschwimmbad, Wand- und Springbrunnen
- Sonstiges (bitte beschreiben): .....

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Februar 2009 zur Festlegung der integralen Bedingungen für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von zu Trinkwasser aufbereitem oder für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser und für Anlagen zur Entnahme und/oder Behandlung von nicht zu Trinkwasser aufbereitem oder nicht für den menschlichen Gebrauch bestimmtem Grundwasser als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 12. Februar 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—————  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 922

[2009/201064]

**12 FEBRUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de behandeling van tot drinkwater verwerkbaar grondwater of van water bestemd voor menselijke consumptie en voor de installaties voor de waterwinning(en) en/of behandeling van niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater of van water dat niet bestemd is voor menselijke consumptie**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op artikelen 4, 5, 8, 9 en 14, § 2;

Gelet op advies 43.798/4 van de Raad van State, gegeven op 14 januari 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen

**Artikel 1.** Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de waterwinning(en) en/of de behandeling van tot drinkwater verwerkbaar grondwater of van water bestemd voor menselijke consumptie met een waterwinnings- of behandelingscapaciteit kleiner dan of gelijk aan 10 m<sup>3</sup>/dag of die minder dan 50 personen bevoorraden, wanneer de levering niet wordt uitgevoerd in het kader van een handels-, toeristische of openbare activiteit, en op de installaties voor de waterwinning(en) en/of behandeling van niet tot drinkwater verwerkbaar grondwater of van water dat niet bestemd is voor menselijke consumptie met een waterwinnings- of behandelingscapaciteit kleiner dan of gelijk aan 10 m<sup>3</sup>/dag en 3000 m<sup>3</sup>/jaar, die bedoeld zijn in de rubrieken 41.00.00.02.03 en 41.00.03.01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze bepalingen dient te worden verstaan onder :

1° waterwinning : de verrichting voor de winning van ondergrondse water;

2° waterwingebied : zoals bepaald in de artikelen D. 2, 93 en R.154 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt;

3° aansluitpunt voor waterwinning : alle putten, winningen, drainages en, in het algemeen, alle werken en installaties die als doel of als gevolg hebben een waterwinning te verrichten met inbegrip van de winningen van bronnen aan het welpunt;

4° oppervlakte-installatie : het aan de oppervlakte gelegen gedeelte van het aansluitpunt voor waterwinning alsmede het gebouw dat het beschermt, met inbegrip van de beluchtingssystemen en de kijkgaten;

5° Administratie : het Departement Leefmilieu en Water van het operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

6° grondwater : elk water dat zich in de verzadigde zone onder de bodemoppervlakte bevindt in rechtstreeks contact met de grond of ondergrond. Het bronwater aan het welpunt is een grondwater;

7° bestaande inrichting : de vóór de inwerkingtreding van dit besluit uitgebete inrichting. De ombouw of de uitbreiding van een inrichting die de exploitant vóór de inwerkingtreding van dit besluit opgenomen heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt gelijkgesteld met een bestaande inrichting.

#### HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

**Art. 3.** Het aansluitpunt voor waterwinning en de oppervlakte-installaties worden zodanig uitgevoerd en ingericht dat elke besmetting van de grondwaterlaag en van het gewonnen water wordt voorkomen.

**Art. 4.** Wanneer het aansluitpunt voor waterwinning een put is, wordt verhinderd dat onbevoegden het betreden aan de hand van een waterdicht systeem voorzien van een deksel of een deur met een slot.

**Art. 5. § 1.** Het aansluitpunt voor waterwinning is voorzien van een volumemeter bestemd om het volume genomen water te controleren.

Wanneer de waterwinningen uitgerust zijn met een tank, kan de apparatuur voor de meting van het volume genomen water geïnstalleerd worden bij de uitgang van laatstgenoemde.

§ 2. In afwijking van § 1 is de installatie van een watermeter op het aansluitpunt voor waterwinning niet verbindend wanneer dat aansluitpunt een gezin uitsluitend voor huishoudelijk gebruik (voedingsconsumptie, sanitair, keuken, was, schoonmaak) en/of voor tuinbesproeiing bevoorraadt.

§ 3. In afwijking van § 1 is de installatie van een watermeter op het aansluitpunt voor waterwinning niet verbindend wanneer het toestel voor waterbevoorrading niet uitgerust is met een motorpomp.

#### HOOFDSTUK III. — *Uitbating*

**Art. 6.** Het waterwingebied wordt zodanig ingericht dat het afvloeiend hemelwater afkomstig van het gebied zelf daaruit kan vloeien en dat het water, ongeacht de aard, dat van buiten het gebied komt, daarin niet kan binnendringen, noch zich opstapelen aan de rand ervan.

**Art. 7.** Wanneer het waterwingebied toegankelijk is voor onbevoegden, wordt een bord conform het in bijlage I bedoelde model op zichtbare wijze aangebracht vanaf alle toegangen tot het waterwingebied.

**Art. 8.** In het waterwingebied verboden zijn, alle andere activiteiten en installaties dan degene die nodig zijn voor de waterwinning.

**Art. 9.** Wanneer de put waarvan de uitbating definitief verlaten is, niet ter beschikking wordt gesteld van het Waalse Gewest om voor piëzometrische en/of kwalitatieve controles te dienen, wordt hij ten laste van de exploitant opgevuld volgens de voorschriften van bijlage II.

#### HOOFDSTUK IV. — *Voorkoming van de ongevallen*

**Art. 10.** Elke verontreiniging vastgesteld door de exploitant of die hem medegedeeld wordt, die het aansluitpunt voor waterwinning bereikt of zou kunnen bereiken, of elke kenmerkende en brutale aantasting van de kwaliteit van het genomen water, wordt onmiddellijk medegedeeld aan de Administratie.

#### HOOFDSTUK V. — *Controle en toezicht*

**Art. 11.** De exploitant stelt ter beschikking van de toezichthoudend ambtenaar het conformiteits- en ijkingsattest van de watermeter geïnstalleerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 5, § 1.

**Art. 12.** De exploitant van de waterwinning moet jaarlijks en uiterlijk op 31 maart het volume van het gedurende het vorige jaar genomen jaar aangeven aan de Administratie.

Een in te vullen formulier wordt hem eerst gestuurd door de Administratie.

**Art. 13.** Wanneer de waterwinning bestemd is voor menselijke consumptie, stelt de exploitant ter beschikking van de toezichthoudend ambtenaar de resultaten van de laatste wateranalyse verricht door een laboratorium erkend krachtens artikel D.147 van Boek I van het Milieuwetboek om officiële analyses uit te voeren inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging alsmede inzake de bescherming en de exploitatie van grondwater en van tot drinkwater verwerkbaar water.

Die analyse omvat minstens de volgende parameters : pH, geleidingsvermogen, nitraten, nitrieten, ammonium, coliforme bacteriën, Escherichia coli en enterococcus.

#### HOOFDSTUK VI. — *Bij de aangifte te voegen documenten*

**Art. 14. § 1.** De behoorlijk ingevulde bijlage 3 wordt gevoegd bij het formulier voor waterwinningsaangifte.

§ 2. Een plan op een schaal van 1/100e of kleiner voor zover het document leesbaar is en waarin de ligging van het aansluitpunt ten opzichte van de bestaande gebouwen, wegen, waterlopen en andere installaties in de omgeving wordt vermeld, wordt ook gevoegd bij het formulier voor waterwinningsaangifte.

#### HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 15.** Dit besluit is van toepassing op de inrichtingen die vanaf zijn inwerkingtreding bestaan.

In afwijking van het eerste lid, zijn de artikelen 4, 5, 7, 11 en 13 van toepassing op de inrichtingen die uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit bestaan.

**Art. 16.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

**BIJLAGE I**

Minimum 0,5 m

**ZONE REGLEMENTEE****ZONE DE PRISE D'EAU SOUTERRAINE****RÉGION WALLONNE**

Nom de l'exploitant :  
Tél.:

**EN CAS D'ACCIDENT, PREVENIR :****EN CAS D'ACCIDENT, PREVENIR :**

4. L'EXPLOITANT (en tant que responsable)
5. LA REGION WALLONNE – S.O.S. Pollution – 070/23.30.01
6. LA PROTECTION CIVILE – SERVICE 100
4. NUMERO D'APPEL D'URGENCE UNIQUE EUROPEEN – 112

Minimum 0,5 m

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de behandeling van tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater of van water bestemd voor menselijke consumptie en voor de installaties voor de waterwinning(en) en/of behandeling van niet tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater of van water dat niet bestemd is voor menselijke consumptie.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

## BIJLAGE 2 : OPVULLING VAN EEN PUT

De opvulling van een put wordt uitgevoerd volgens de regels van goed vakmanschap en overeenkomstig de gepaste technieken die het gebrek aan waterstroming tussen de verschillende doorgeboorde grondwaterlagen en het gebrek aan verontreinigingsoverdracht garanderen.

De aanbevolen methode bestaat erin mager beton vanaf de basis van het aansluitpunt voor waterwinning tot bij de grond onder druk in te spuiten zodat de cimentering volkomen wordt gehomogeniseerd.

Wanneer evenwel een risico op insijpeling van cement in de aquifer vastgesteld wordt, met name als de roosters beschadigd worden en als de aquifer belangrijke scheuren vertoont, wordt de opvulling uitgevoerd aan de hand van proper en silicumgrind met een diameter aangepast aan de diameter van de put tot boven het waterniveau.

Boven dat niveau wordt de put gevuld met minimum een meter zwellende klei of met een dunne mortel van pure cement; op deze laag en tot de nabijheid van de bodem komt dan één van de volgende materialen :

1° zand of grind met een diameter aangepast aan de diameter van de put;

2° zwellende klei;

3° dunne mortel van pure cement;

4° beton of dunne mortel;

5° niet-grondachtige en niet-schisthoudende inerte opvullingen met een diameter aangepast aan de diameter van de put.

De uiteindelijke dichting bestaat uit een plaat van gewapend beton die ter plaatse gegoten wordt; die plaat is minimum 0,20 m dik, op de put gecentreerd en met een voldoende afmeting om die put te dekken met een randovervloeiing van minstens één meter. De wapening wordt zodanig berekend dat de plaat intact blijft onder de plaatselijke voorwaarden van gebruik van de site. De voorzieningen van de put worden zodanig gesneden dat ze in de plaat overstroemd worden op minimum 10 centimeter onder de oppervlakte ervan. Wanneer een bouw gepland wordt op de opgevlude put, wordt de plaat die de put dicht, begraven en gescheiden van de bouw. Wanneer het terrein opnieuw als landbouwgebied wordt aangewend, wordt deze installatie een meter diep begraven en met akkergrond bedekt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de behandeling van tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater of van water bestemd voor menselijke consumptie en voor de installaties voor de waterwinning(en) en/of behandeling van niet tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater of van water dat niet bestemd is voor menselijke consumptie.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

## BIJLAGE 3 : TER VERSTREKKEN GEGEVENS

Soort werk :

- Boorput
- Traditionele put
- Draineerbuis
- Tunnel
- Bron aan het welpunt
- Andere (te bepalen) : .....

Benaming van de waterwinning :

.....

Datum van uitvoering van het aansluitpunt voor waterwinning (zelfs approximatief)

.....

Afmetingen van het werk (gelieve indien nodig een doorsnede van het aansluitpunt voor waterwinning voegen) :

Diepte : .....

Binnendiameter : .....

Andere afmetingen : .....

Beschrijving van de inrichtingen voor de bescherming van het werk :

—

—

—

—

Waterwinningapparatuur :

Is het werk uitgerust met een motorpomp ?

Ja Nee

Indien ja : - Onder water liggende pomp ☐

- oppervlakt pomp : ☐

Meter :

Wordt een volumemeter geplaatst ?

Ja  Nee

Indien ja : - nummer van de meter : .....

- model (merk,...) : .....

Gebruik van het water :

- Huishoudelijk en sanitair :
- Menselijke consumptie
- Landbouw, tuinbouw, boomkwekerij...
- Teelt
- Bevoorrading van vijver, privé-zwembad en fontein
- Andere (te bepalen) : .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 februari 2009 tot bepaling van de integrale voorwaarden betreffende de installaties voor de waterwinning(en) en/of de behandeling van tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater of van water bestemd voor menselijke consumptie en voor de installaties voor de waterwinning(en) en/of behandeling van niet tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater of van water dat niet bestemd is voor menselijke consumptie.

Namen, 12 februari 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2009 — 923

[2009/201068]

**12 FEVRIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008  
pour les investissements dans le secteur agricole**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) et modifiant et abrogeant certains règlements;

Vu le Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu le Règlement (CE) n° 74/2009 du Conseil du 19 janvier 2009 portant modification du Règlement (CE) n° 1698/2005 concernant le soutien au développement rural par le FEADER.

Vu le Règlement (CE) n° 1974/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil du 20 septembre 2005 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader);

Vu les décisions de la Commission des 27 juin 1977 et 29 juillet 1983 modifiant les limites des zones défavorisées au sens de la Directive 75/268/CEE du Conseil du 28 avril 1975 (Belgique);

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par les lois spéciales du 8 août 1988, du 5 mai 1993, du 16 juillet 1993, du 13 juillet 2003 et du 12 août 2003;

Vu le décret du 14 février 2007 relatif à l'identification des conjoints aidant en agriculture;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1951 fixant la délimitation des régions agricoles du Royaume, modifié par les arrêtés royaux des 15 juillet 1952, 8 mars 1968 et 15 février 1974;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant agrément définitif de l'organisme payeur wallon pour les dépenses cofinancées par Fonds européens d'orientation et de garantie agricole, section garantie;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place le régime de soutien direct dans le cadre de la Politique agricole commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 fixant les lignes directrices de la conditionnalité en agriculture prévue par l'article 27 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2006 mettant en place le régime de soutien direct dans le cadre de la Politique agricole commune ;

Considérant la Directive 75/268/CEE du Conseil du 28 avril 1975 sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées;

Considérant la Directive 75/269/CEE du Conseil du 28 avril 1975 relative à la liste communautaire des zones agricoles défavorisées au sens de la Directive 75/268/CEE (Belgique);